

L'agriculture est-elle une solution crédible face à l'arrivée annoncée de « cohortes » de jeunes sur le marché de l'emploi en Afrique ? Si oui, sous quelle forme ? Celle de l'entrepreneur agricole ? Du paysan familial ? Que nous enseigne la recherche quant aux modèles de formation et d'accompagnement à mettre en place ? Pistes de réflexion en compagnie de Betty Wampfler, professeur à Montpellier SupAgro.

# Donner le temps aux jeunes de **redevenir** paysans

| Un entretien avec Betty Wampfler |

**B** Betty Wampfler, professeur en Économie du développement à Montpellier SupAgro et coauteur du rapport « Comprendre le processus d'installation des jeunes en agriculture pour mieux l'accompagner » (AFD, 2017).



**DÉFIS SUD :** Comment expliquer que la thématique de l'aide à l'installation agricole chez les jeunes en Afrique soit aussi récente ?

**BETTY WAMPFLER :** L'intérêt pour la formation agricole en Afrique n'est pas complètement neuf. Dans les années 60-70, des centres de formation ont été mis en place dans le cadre de politiques étatiques. Mais ils ne se sont jamais réellement développés et ils visaient surtout l'enseignement supérieur agronomique, très peu la formation technique ou initiale des agriculteurs, et encore moins l'accompagnement de l'installation. Ces thématiques ont été absentes pendant une très longue période des politiques publiques et des financements des bailleurs. On observe une inflexion dans le courant des années 2000, période à partir de laquelle la formation technique agricole s'est étoffée de manière importante.

**DS :** À quoi est due cette inflexion ?

**BW :** C'est d'abord le renouveau de l'intérêt pour l'agriculture, en particulier familiale. Mais c'est aussi et surtout le gros travail médiatique autour de la démographie. De nombreuses études, jusqu'alors restées assez confidentielles, ont prédit l'arrivée de « cohortes » de jeunes sur le marché du travail africain. Un exemple est le programme de recherche multi-pays « RuralStruc », financé notamment par la Banque mondiale à la fin des années 2000, qui visait à comprendre les évolutions du monde rural et à développer des perspectives démographiques<sup>1</sup>. Parmi d'autres, cette étude a amené les décideurs et les bailleurs à réfléchir aux manières d'intégrer et d'offrir des emplois à ces jeunes, et ce à l'échelle d'un pays. Au Madagascar par exemple, ce sont plus de 300 000 d'entre eux qui arrivent chaque année sur le marché du travail.

**DS :** Quels sont les différents modèles existants ?

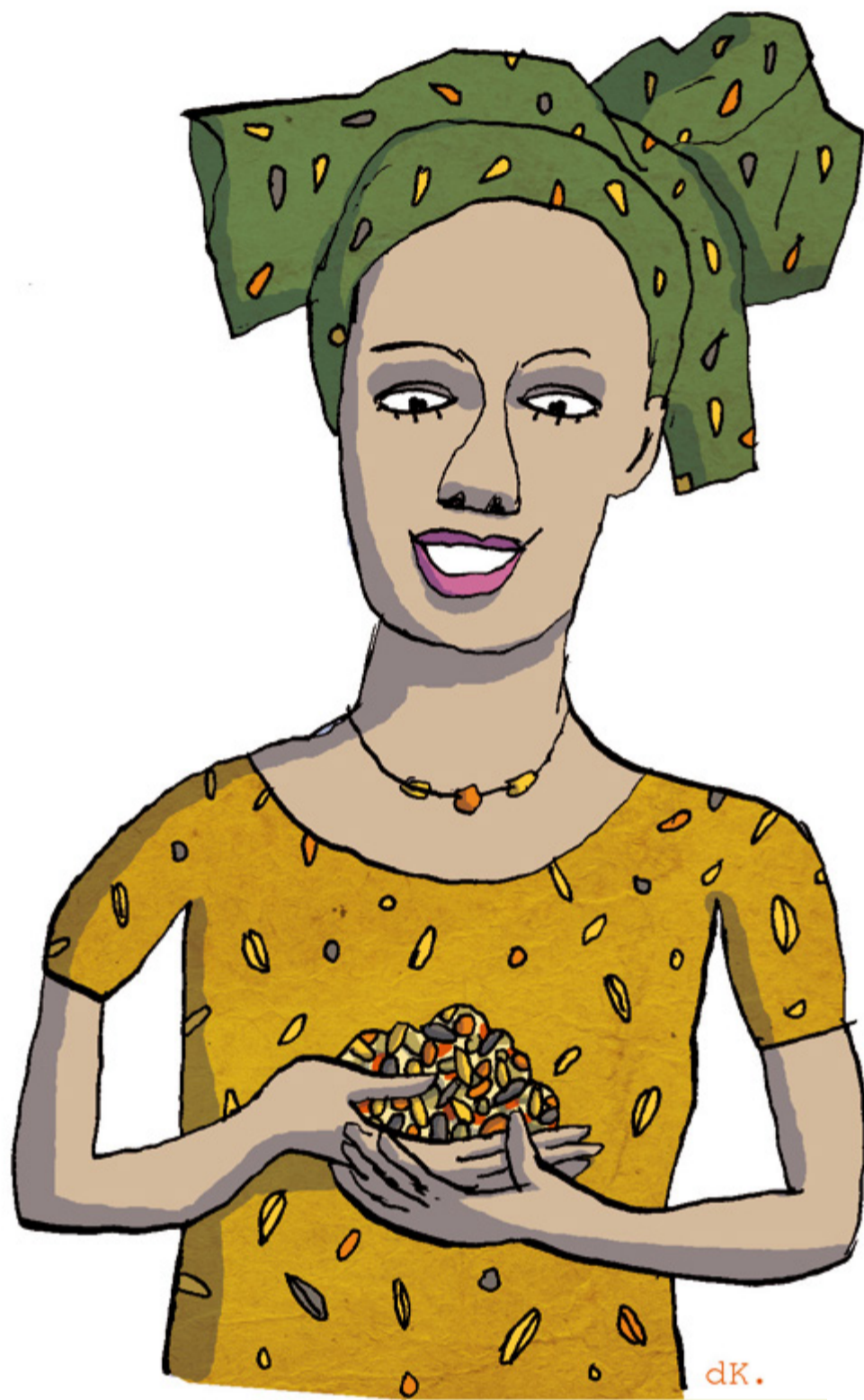
**BW :** Il existe différents types d'initiatives. Ce qui se dégage des réflexions et de la communication d'un certain nombre de grandes

<sup>1</sup> L'étude de 2012 évaluait une offre cumulée de jeunes actifs de l'ordre de 330 millions en quinze ans en Afrique subsaharienne (17 millions par an en 2025), dont près de 200 millions en zone rurale. Losch B., Fréguin-Gresh S., Thomas White E. 2012. *Structural Transformation and Rural Change Revisited Challenges for Late Developing Countries in a Globalizing World*. Agence Française de Développement, Banque mondiale.

institutions est le modèle du jeune entrepreneur agricole, dynamique, inséré dans des filières, utilisant le numérique, etc. De nombreux projets et financements sont ciblés sur ce profil, même si la confrontation avec la réalité de terrain est une autre histoire. L'autre tendance est de développer des centres de formation dans le cadre des agricultures familiales : sous forme de réseaux privé public largement soutenus par les États (comme au Cameroun), ou via les organisations de producteurs agricoles (par exemple avec les collèges agricoles au Madagascar), ou encore par les acteurs de la société civile (comme au Sénégal). Même si, au final, le résultat peut être proche du modèle d'entrepreneur cité plus haut, l'optique est différente. L'accent est mis sur la formation d'agriculteurs capables de mener leurs activités agricoles dans leur dimension systémique, c'est-à-dire en dégagant un revenu et en vivant de leur activité, notamment via une bonne gestion. Ils peuvent être intégrés dans le marché et les filières, mais il n'y a pas forcément de référence, dans ce type de formations, à ce modèle d'entrepreneuriat agricole.

**DS:** Quels sont les résultats observés dans les centres de formation que vous suivez ?

**BW:** Ces initiatives sont encore très récentes donc il est difficile de vous donner des résultats précis et chiffrés. Beaucoup de jeunes sont encore en cours d'installation ou de formation. Mais dans certains cas, au Madagascar ou au Cameroun par exemple, on observe des processus d'installation effectifs, significatifs et intéressants. Les centres de formation permettent notamment aux jeunes d'acquérir tout une palette de compétences exigées par l'activité agricole (agronomie, gestion, etc.), sachant que leur niveau de scolarisation est généralement assez peu élevé. On observe aussi une transformation profonde de ces personnes, qui se voyaient le plus souvent comme peu éduquées et donc avec peu d'avenir ou marginales dans la société. Là, ces jeunes acquièrent un regard beaucoup plus positif sur eux-mêmes. Le regard des familles et des communautés évolue aussi positivement, alors qu'il était initialement souvent chargé de suspicion, voire de dérision. Cela change au fur et à me-



Dans les centres de formation, il y a entre 10 et 25 % de jeunes femmes...

Illustration © Philippe de Kemmeter.



sure que les jeunes font la preuve de leur capacité à dégager un revenu. Sur la base de leurs compétences techniques, certains jeunes vont par ailleurs obtenir une place dans les réseaux locaux, sources d'activités et de revenus additionnels. Ils peuvent ainsi être amenés à monnayer des conseils en matière d'utilisation d'intrants par exemple. Enfin, ils peuvent aussi être recrutés pour gérer une exploitation agricole, notamment celles mises en place par des investisseurs.

**DS:** *Quels sont les principaux freins à l'installation des jeunes ?*

**BW:** Le principal frein à mon sens est économique. L'accès aux ressources et la capacité de ces jeunes à dégager des revenus sont essentiels, afin de faire vivre leur famille et de construire une confiance dans l'avenir. L'accès à la terre est de ce point de vue particulièrement crucial, même si les situations sont très contrastées d'un pays ou d'une région à l'autre. Nos études de cas ont démontré que les sources de foncier restent principalement familiales. Mais il existe aussi des communautés locales qui gardent des réserves à destination des jeunes, comme par exemple au Cameroun (sur base notamment de défrichement, ce qui soulève par ailleurs des questions environnementales). Dans tous les cas, la logique voudrait qu'on ait résolu les problèmes fonciers et fait des choix clairs en matière d'aménagement agricole avant de mettre en place des politiques d'installation des jeunes. Ce n'est la plupart du temps pas le cas, tellement ces questions foncières sont bloquantes.

**DS:** *Les questions sociales (l'accès aux services en milieu rural, l'image du métier, etc.) ne sont-elles pas aussi primordiales ?*

**BW:** L'image des agricultures, notamment familiales, est en effet un facteur important sur lequel travaillent un certain nombre de programmes. Promouvoir l'installation en agriculture, cela nécessite de démontrer que l'on peut en vivre décemment mais que cela peut aussi apporter une forme de reconnaissance sociale. Qu'en étant agriculteur, on ne deviendra pas le paria de la société. Il y a donc tout un travail à faire pour changer le regard porté sur l'agriculture.

**DS:** *Un modèle d'agriculture technique et industriel n'est-il pas, de ce point de vue, plus attractif ?*

**BW:** Essayez d'imaginer comment un jeune voit l'activité agricole. Dans bon nombre de cas, il aura vu ses parents peiner sur de l'agriculture manuelle, qui dégage peu de revenus, et est extrêmement pénible et aléatoire. Il n'aura donc pas envie de reproduire ce schéma. Dans ce cadre, c'est évident qu'il sera attiré par de la technologie, des tracteurs, etc. Cela étant, on observe dans nos études que la plupart des jeunes arrivent à faire la part des choses. Ils se rendent compte par exemple que faire des investissements dans du gros matériel est hors de portée et inadapté à leur situation. Il y a donc chez eux un intérêt (ainsi qu'une part de rêve) à

construire une exploitation bien équipée. Mais en même temps, il y a tout un travail pour adapter ce rêve à la réalité.

**DS:** *De quels niveaux d'investissements parle-t-on ici ?*

**BW:** Que ce soit la création d'une exploitation *ex nihilo* à partir d'un foncier qui leur est attribué, ou la reprise d'une activité familiale, tous les cas que nous avons étudiés représentent des investissements conséquents. Au Cameroun par exemple, les exploitations créées le sont souvent dans l'élevage (de par les limitations d'accès au foncier), ce qui nécessite d'investir dans un bâtiment. Ce n'est donc pas acheter une *daba* (NDLR: une houe) ! Il s'agit de s'équiper en matériel, en foncier, etc., afin de développer une unité économique viable.

**DS:** *Et d'où proviennent les financements ?*

**BW:** Les sources sont assez variées. La famille bien sûr est un support important. Les activités avant l'installation en agriculture, qui ont permis la constitution d'une petite épargne, sont aussi mobilisées. Certains programmes s'appuient sur une subvention à l'installation. Et enfin, il y a tout un travail sur l'accès au crédit. Cela reste assez difficile car les institutions bancaires (en particulier de microfinance) restent pour l'instant assez réticentes à ce type de public: pour elles, l'agriculture représente un risque important, d'autant plus quand ce sont des jeunes qui s'installent. C'est pourquoi certains programmes s'attellent à développer l'éducation financière de ces derniers, tout en travaillant avec les institutions de microfinance pour qu'elles s'ouvrent davantage à ce public.

**DS:** *Quelle est la place des activités non agricoles ?*

**BW:** La pluriactivité est un aspect important. Dans beaucoup de cas, on n'est pas uniquement sur des systèmes de production agricole mais sur des systèmes d'activité, dans lesquels sont conservées des activités non agricoles, de type petit commerce d'intrants par exemple.

**DS:** *Également à l'échelle du ménage, comme on l'observe de plus en plus souvent en Europe par exemple ?*

**BW:** Non ce modèle ne s'applique pas vraiment en Afrique. On peut avoir une situation dans laquelle une femme va développer une activité (et un budget) propre mais c'est relativement peu courant.

**DS:** De manière plus générale, quelle est la prévalence du modèle des femmes entrepreneurs en agriculture ?

**BW:** Elles existent, mais elles sont loin de représenter une majorité des installations. Dans les centres de formation, il y a entre 10 et 25 %

une pluralité de compétences et d'activités agricoles. L'agriculteur va y chercher à la fois un revenu mais aussi une dimension de sécurité alimentaire. Un deuxième point important est la confrontation au réel: la formation en alternance par exemple, ou en tout cas des formes qui permettent de confronter le jeune à la ré-

## On voit sur Internet des clips présentant de jeunes éleveuses modèles, mais derrière l'image idéale il y a des réalités beaucoup plus complexes.

de jeunes femmes. On les retrouve souvent dans l'élevage par exemple, notamment de volaille. C'est donc une tendance, mais elle reste marginale. On observe en fait que pour elles, il est beaucoup plus difficile de développer un projet agricole dans la durée. Un problème est qu'au moment du mariage, elles vont rejoindre le lieu de vie de leur époux. La transition est un cap compliqué.

**DS:** Existe-t-il des politiques proactives de développement de l'entrepreneuriat agricole féminin ?

**BW:** Il est évident que certains acteurs, notamment des bailleurs de fonds, s'emparent de cette image. On peut facilement aller voir sur Internet des petits clips de jeunes éleveuses, par exemple en Afrique du Sud. C'est à mourir de rire. Ça existe, c'est médiatisé, mais derrière il y a des réalités beaucoup plus compliquées que cela.

**DS:** En résumé, quelle est l'approche « idéale » selon vous en matière de formation et d'accompagnement des jeunes ?

**BW:** Il faut tout d'abord s'appuyer sur une approche systémique. Prendre en compte le fait que l'agriculture n'est pas qu'une affaire de technique, de gestion ou filière, et qu'il faut

alité professionnelle de l'exploitation agricole. Troisième point: se donner le temps. S'imaginer qu'une formation et un processus d'entrée dans un métier complexe peuvent être menés en quelques semaines est bien évidemment complètement illusoire. Les dispositifs mis en place doivent absolument prendre en compte cette dimension temporelle: pour acquérir des compétences, mûrir un projet, expérimenter, etc. Enfin, il ne faut pas perdre de vue l'intégration sociale. Le jeune va s'insérer dans des systèmes d'activité, ce qui signifie qu'à un niveau politique, il faut aussi raisonner cela en termes de développement rural. Les jeunes ne s'installeront pas si ces zones rurales sont dépourvues de tout ce qui fait une vie « normale »: accès à l'eau, à l'électricité, à des routes correctes, des à des loisirs, etc. Même si l'on fait du bon travail de formation et d'accompagnement, si *in fine* le milieu est trop défavorisé et ne donne pas envie aux jeunes d'y vivre, ils iront ailleurs. Cela signifie que l'on ne peut pas s'affranchir de politiques rurales qui prennent en compte les conditions de vie. III

Propos recueillis par Patrick Veillard

